

Le G2 : simple comme un coup de fil ?

Jean-François Di Meglio

À propos d'Asia Centre :

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

À propos de l'auteur :

Jean-François Di Meglio

Ancien élève de l'École normale supérieure et de l'Université de Pékin, Jean-François Di Meglio a passé plus de vingt ans dans un grand établissement financier français, en poste à l'international et en particulier en Asie. De 2005 à 2008 il a été responsable du secteur énergie et matières premières en Chine pour BNP Paribas. Il a rejoint Asia Centre en mai 2008 pour y mettre à profit sa connaissance du monde de l'entreprise et de l'Asie avant d'en être président en 2009.

Le G2 : simple comme un coup de fil ?

Jean-François Di Meglio

4 avril 2024

La doctrine chinoise en matière de politique internationale avait ancré jusqu'ici les prédécesseurs de Xi dans une vision d'un monde multipolaire, proclamée haut et fort, garante en réalité de l'efficacité de leur pragmatisme. Convaincus (trop ?) jusqu'ici que l'antenne « neutraliste » pouvait maintenir la croyance en leur impartialité irréprochable, ils pouvaient penser qu'il suffisait « d'attendre son heure » pour émerger à moindre risque en rival des États-Unis le moment venu.

Mais la conversation téléphonique du 2 avril entre Joe Biden et Xi Jinping va au-delà du respect affirmé d'engagements bilatéraux pris à San Francisco dans le cadre d'une réunion régionale. L'échange entre les deux présidents était alors bien apparu comme une « bonne nouvelle » (de « détente ») dans la mesure où le durcissement réciproque des discours s'effaçait : elle laissait la place à une volonté affichée de réécrire une feuille de route conjointe. Cependant les résultats immédiats et même les promesses contenues dans cet échange étaient restées extrêmement modestes. « La vision de San Francisco », rappelée à l'occasion du dialogue d'avril par la partie américaine, c'était, en fait, essentiellement des déclarations d'intention sur la reprise de la communication entre les responsables militaires, la coopération sur le climat et la lutte contre le narcotrafic et les risques liés à l'intelligence artificielle. Il serait vain de nier la part auspiciuse de cette démonstration. Le coup de fil démontre qu'il était important de prolonger la « vision » et d'en réaffirmer la pertinence. Cependant les signaux faibles envoyés par la divergence des deux comptes-rendus accessibles, les accents portés différemment sur les sujets abordés, indiquent autre chose. Il s'agit aussi de se prémunir contre d'éventuelles mauvaises nouvelles : le passage supposé en « économie de guerre », slogan à la mode mais pas forcément inapproprié, pourrait en être porteur.

L'horloge a tourné depuis San Francisco, et c'est peut-être ce qui accélère l'émergence de cet esprit de co-gestion des risques. Les risques sont différents pour chacune des deux parties concernées. La communication s'intensifie et il n'est plus question de la diluer dans une mise en scène « multilatérale ». Ces risques s'inscrivent dans l'exacerbation possible de la rivalité bilatérale. Ils se définissent aussi par rapport aux tensions périphériques, attisées ou pas par chacun des deux « grands ». La multiplication imminente des visites annoncées des responsables américains du Trésor (Janet Yellen, arrivée ce jour à Pékin), du Département d'État (Anthony Blinken, programmé) et de la communication téléphonique probable entre Lloyd Austin et ses contreparties chinoises n'indiquent pas simplement que le calendrier domestique, après l'Assemblée nationale populaire de mars, mais toujours en l'absence de Troisième

plenum du XX^{ème} Congrès, pourrait s'être dégagé (devenir serein ?) pour Xi. C'est qu'il y a peut-être aussi la prise de conscience d'urgences plus grandes.

La narration chinoise a retenu du dialogue un lien apparemment incongru entre deux priorités affirmées depuis longtemps par Pékin : le souci d'exclure toute ingérence étrangère dans le sujet taïwanais (formulé par la répétition de la mise en garde contre l'encouragement à toute velléité d'indépendance) et l'inquiétude à peine dissimulée devant les sanctions américaines bridant l'accès chinois aux technologies. Il reste que ces deux priorités sont de plus en plus intriquées car à l'importance idéologique de Taïwan s'ajoute son enjeu géostratégique lié à l'arrogante domination de TSMC, enjeu assumé et valorisé par le monde libre, mais enjeu subi par la Chine à l'image des retards de son « champion » SMIC. Le calendrier géopolitique annonce l'approche du 45^{ème} anniversaire du « Taiwan Relations Act » et de l'inauguration du nouveau Président taïwanais Lai. Ceci ouvre effectivement des risques de tensions, fussent-elles seulement verbales. L'inquiétude devant les dérapages ultérieurs que ces risques pourraient causer suffit à expliquer que ce soit une fois de plus le ton « agressivement défensif » adopté par Pékin. L'intensité et l'entrechoquement des propos sur ce thème augmentent. C'est en accélérant aussi que monte à Pékin l'inquiétude devant « ce qui pourrait arriver » dans la poursuite probable de sanctions américaines sur l'accès aux technologies et surtout l'aggravation des pressions sur les alliés des U.S., par exemple les Pays-Bas. Dans un contexte de ralentissement économique avéré, de potentiels débats internes, on comprend facilement de quoi relève la mention prioritaire de ces deux sujets dans le narratif chinois.

Du côté américain, et face à cette double inquiétude explicite de la partie chinoise, les menaces sur la « stabilité dans le Détroit de Taïwan » et sur la maîtrise encore indéniable des technologies stratégiques ne passent certainement pas tout à fait à l'arrière-plan. Mais ce n'est pas sur elles que porte la version américaine du compte-rendu. Une autre horloge scrutée à Washington indique paradoxalement l'urgence sous une autre forme : l'observation du « temps immobile » dans lequel s'inscrit l'apparente apathie chinoise dans un Moyen-Orient à peine contrôlé, alors que les attaques houthis menacent le commerce international et l'impression d'« amorti » que produit la possible (inexorable) implication grandissante de la Chine aux côtés de la Russie qu'elle aide peut-être à entretenir son potentiel offensif ne sont pas de nature à calmer le jeu aux yeux de la partie américaine, qui ne voudrait pas se réveiller quand il sera trop tard, mauvaise habitude progressivement acquise et confirmée depuis quelque temps.

Tout se passe comme si c'était le calendrier (resté confidentiel depuis San Francisco) d'échanges réguliers entre Xi et Biden qui conduisait, à la veille de visites importantes à « caler » grâce à ce coup de fil l'agenda en format « top down ». Mais on ne peut exclure que, les enjeux électoraux américains, potentiellement déstabilisants d'une part, les conséquences domestiques en Chine des montées des tensions géopolitiques d'autre part, fassent de cet appel téléphonique une communication de crise. Selon

le choix des électeurs américains, selon l'efficacité des sanctions existantes ou prochaines, selon les éléments de langage constitutifs du discours d'inauguration à Taïwan, la trajectoire constructive indiquée à San Francisco peut s'infléchir. C'est sans doute ce qu'il s'agit d'éviter, quelles que soient les capacités respectives des dirigeants chinois et américains à gérer sans cesse l'inévitable escalade dans la confrontation et quelle que soit aussi l'inclination chinoise vers l'un ou l'autre candidat potentiel à la présidentielle américaine. Face à la constatation faussement déçue que fait la Chine de l'affaiblissement de la gouvernance inventée par l'Occident, en dépit de son aspiration sans cesse réitérée d'être au cœur d'un nouvel ordre, la posture implicite suggérée par les priorités avancées par Xi ne semblent pas suggérer un sentiment de trop grande assurance. En tout cas, elle renvoie au besoin d'appeler avant tout, dans les cas graves, un « numéro » à Washington plutôt qu'à Brasilia, Moscou, Delhi ou Riyad.